

# Forbes: La guerre du réchauffement de la planète contre le capitalisme: une leçon d'histoire importante

[Source : Conscience du peuple]

\*

Cet article du Forbes, publié en janvier 2013, est incroyablement révélateur, voire même la preuve de la fabrication du « réchauffement climatique d'origine anthropique ». Vous comprendrez les origines de cette prétendue « urgence climatique » menaçant l'humanité d'une catastrophe certaine, nécessitant un effort unifié des grandes puissances pour susciter une intervention politique mondiale concertée. Obliger tous les pays du monde à se soumettre aux diktas du lobby de la « taxe carbone », création de « ceux qui font pousser l'argent dans les arbres » et qui font croire que le CO2 contribue au réchauffement planétaire alors qu'il enrichit la croissance de la forêt dans laquelle ils récoltent leur papier-monnaie! Sans compter que ces faussaires et imposteurs ont réussi à taxer l'air! Faut le faire...

Lors de la dernière réunion alarmiste des Nations Unies sur le climat à Doha (2012), le Qatar a connu une sorte de crise provoquée par un homme sous la forme d'un typhon nommé Christopher Monckton, troisième vicomte de Benchesley, conseiller de l'ancienne Première ministre Margaret Thatcher et climatologue. Occupant temporairement un microphone vacant attribué à un délégué de Birmanie, il a donné à tout l'auditoire une nouvelle très terrifiante... *« depuis 16 ans que nous assistons à ces conférences, il n'y a eu aucun réchauffement climatique ».*

Si ce n'était pas assez effrayant, entre blasphème et chahuts, Monckton foudroie l'assemblée en poussant le blasphème le plus total: *« Si nous prenons action comme ils le proposent toujours, le prix de cela serait bien plus élevé que de prendre des mesures d'adaptation plus tard. Donc, notre recommandation est que nous devons nous engager très rapidement à une révision de la science [du climat, des rapports du GIEC] afin de nous assurer que nous sommes tous sur la bonne voie. »*

Oui, vous avez bien lu. Il a eu l'audace d'interroger la « science » derrière les demandes de fonds basées sur la crise climatique de l'ONU. Et en réalité, ce n'est vraiment pas une si mauvaise idée.

Pour commencer, rappelons-nous quelques décennies avant cette nouvelle

science, une petite histoire remontant aux années 1970 et au début des années 1980, lorsque les pays du tiers monde, par la force du nombre, et les partis verts socialistes européens ont pris le contrôle des Nations Unies. Ils ont rapidement commencé à réclamer un nouvel ordre économique international.

À la fin des années 1980, une peur basée sur des modèles climatiques théoriques et primitifs qui prédisaient que les émissions de carbone d'origine humaine provoquaient un réchauffement planétaire sans précédent et dangereux a parfaitement servi ces objectifs. En réponse, les Nations Unies ont rapidement établi une Convention-cadre sur le changement climatique (FCCC) pour organiser des conférences, ainsi que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) chargé de mener des études scientifiques.

[Le marché du « crédit carbone »: un marché payant pour le lobby du réchauffement climatique et pour certaines méga industries!]

La stratégie centrale de la FCCC pour lutter contre ce qui était promu comme un changement climatique «anthropique» (créé par l'homme) était brillante... donner des « crédits carbone » aux industries de combustibles fossiles qui réduisent leurs émissions de dioxyde de carbone, puis laisser les autres industries qui produisent des quantités d'émissions de CO2 en excès acheter des « crédits carbone » d'elles. En d'autres termes, ils créeraient un marché commercial pour acheter et vendre de l'air!

Ce programme commercial du « crédit carbone » serait mis en œuvre à l'échelle internationale, pays par pays, par le biais du protocole de Kyoto, pénalisant les pays développés qui émettent beaucoup de CO2 en les forçant à acheter des crédits à des pays moins développés (gratuits pour eux). La Chine et l'Inde, qui émettent d'énormes quantités de CO2, ont obtenu un laissez-passer en raison de leur statut de pays en développement.

## Coup d'envoi de la clameur de la crise climatique à l'ONU

Le Directeur exécutif du Programme Environnement de la FCCC, Maurice Strong [qui a organisé le premier Sommet de l'ONU sur le climat (Earth) à Rio de Janeiro (1992)] a exposé d'une manière très franche une priorité sous-jacente: « *Nous pouvons arriver au point où la seule façon de sauver le monde sera*

*d'amener la civilisation industrialisée à s'effondrer. N'est-ce pas notre responsabilité d'y arriver? »*

En

1966, Maurice

Strong démissionne du poste de PDG de la Power Corporation du Canada pour prendre la tête de la future Agence canadienne de développement international. De la fin 1970 à la fin 1972, il est secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur l'environnement. Cette même année 1972, il participe également à la fondation Rockefeller en tant qu'administrateur et membre du comité exécutif. De 1976 à 1978, il est CEO de Petro-Canada.

Il est l'un des membres fondateurs du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) créé en novembre 1988 à la demande du G7 par deux organismes de l'ONU : l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Strong [qui a fréquenté les multimilliardaires de ce monde toute sa vie] n'a laissé aucun doute vers où et vers qui diriger les blâmes concernant les problèmes mondiaux, il a déclaré dans le rapport de la conférence : *« Il est clair que les modes de vie et les modes de consommation actuels de la classe moyenne aisée... impliquant une consommation élevée de viande, la consommation de grandes quantités d'aliments surgelés et de commodité, la propriété de véhicules à moteur, de terrains de golf, de petits appareils électriques, de la climatisation domestique et commerciale et de logements de banlieue n'est pas durable... Un changement est nécessaire pour adopter des modes de vie moins axés sur des modes de consommation dommageables pour l'environnement »* .

L'ancien

sénateur américain Timothy Wirth (D-CO), qui représentait alors l'administration Clinton-Gore en tant que sous-secrétaire d'État américain pour les questions mondiales, a rejoint Maurice Strong pour s'adresser au public lors du Sommet sur le climat. Il a déclaré : *« Nous devons surmonter le problème du réchauffement climatique. Même si la théorie du réchauffement de la planète est fautive, nous agissons comme il convient en termes de politique économique et de politique environnementale. »*

S'adressant

également à la conférence de Rio, Richard Benedick, assistant d'État adjoint, qui a ensuite dirigé les pisions de la politique du département d'État américain, a convenu que le protocole de Kyoto devrait être approuvé, qu'il ait ou non un rapport avec le changement climatique: *« Un traité sur le réchauffement climatique doit être appliqué même s'il n'existe aucune preuve scientifique concernant l'effet de serre [renforcé par l'humain] »*.

Timothy

Wirth avait déjà été un proche collègue du sénateur Al Gore, sénateur de l'époque, et l'avait aidé à organiser ses audiences du Comité sénatorial des sciences, de la technologie et de l'espace en 1988, qui avaient déclenché une frénésie du réchauffement planétaire au cours d'un été chaud sur la Côte Est cette année-là. Dans une interview avec PBS Frontline Wirth a raconté: « *Nous avons appelé le bureau météorologique pour savoir quel jour serait le plus chaud de l'été et nous avons programmé l'audience ce jour-là et bingo, ce jour a été le plus chaud jamais enregistré à Washington... nous sommes allés la nuit précédente de l'audience ouvrir toutes les fenêtres pour que la climatisation ne fonctionne pas, pour qu'il fasse chaud dans la salle.* »

Considérez

que si le climat est généralement défini sur une période d'au moins trois décennies, le spectacle du sénateur Al Gore, alors soigneusement mis en scène, ne s'est produit que légèrement plus d'une décennie après que de nombreux scientifiques eurent prédit une crise inverse. L'un de ceux-ci était le regretté professeur Stephen Schneider de l'Université de Stanford, auteur de *The Genesis Strategy*, un livre de 1976 qui mettait en garde contre les risques liés à un refroidissement mondial, constituant une menace pour l'humanité. Schneider a ensuite modifié cette vue à 180 degrés, devenant l'auteur principal des éléments importants de trois rapports séquentiels du GIEC.

Entre

1994 et 1996, lorsque le sénateur Wirth est devenu sous-secrétaire d'État aux affaires mondiales au sein de l'administration Clinton-Gore, il a commencé à collaborer étroitement avec Enron pour faire pression sur le Congrès afin d'accorder à l'EPA le pouvoir de contrôler le CO<sub>2</sub>. Dans les années 1990, Enron était devenue propriétaire du plus grand gazoduc existant hors de Russie, un réseau inter-États colossal. Mais comme ce combustible, qui faisait face à une concurrence féroce sur le marché avec le charbon, l'entreprise recherchait l'aide nécessaire à Washington pour faire pencher la balance. Le battage médiatique croissant à propos de la crise du réchauffement de la planète annoncée par les auditions très médiatisées du Congrès de 1988, par le sénateur Al Gore, a été une opportunité de rêve.

Les

Sénateurs Wirth et John Heinz (R-PA) avaient récemment coparrainé le «Projet 88», qui devait permettre de transformer les problèmes environnementaux en opportunités commerciales. L'alarme suscitée par les médias concernant les pluies acides avait fourni une base à une législation permettant de créer des marchés pour l'achat et la vente de crédits d'excès de dioxyde de soufre

(SO<sub>2</sub>) et dioxyde d'azote, et le Projet 88 est devenu le Clean Air Act de 1990.

Depuis

qu'Enron est devenu un acteur majeur du marché du SO<sub>2</sub>, cela a amené cette société et d'autres à se demander... pourquoi ne pas faire la même chose avec le CO<sub>2</sub>? Étant donné que le gaz naturel est moins émetteur de CO<sub>2</sub> que le charbon, ce développement changerait certainement la rentabilité. Mais il y avait un problème. Contrairement au SO<sub>2</sub>, le CO<sub>2</sub> n'était pas un polluant, du moins pas à l'époque, et l'EPA n'avait aucun pouvoir pour le réglementer.

Une

lettre datée du 1er septembre 1998, adressée au président Clinton par Kenneth Lay, président d'Enron, lui demandait de «modérer les aspects politiques» de la discussion sur le climat en nommant une «commission du ruban bleu». Son intention était claire: éliminer les mécréants de la crise climatique et couper le débat à ce sujet. Auparavant, M. Lay avait eu des contacts directs avec la Maison-Blanche lorsqu'il aurait rencontré le président Clinton et le vice-président Gore le 4 août 1997 pour préparer une stratégie américaine en vue du prochain sommet sur le climat de Kyoto en décembre. Le protocole de Kyoto a présenté la première étape vers la création d'un marché du carbone qu'Enron souhaitait vivement que le Congrès soutienne.

Fin

1997, John Palmisano, lobbyiste d'Enron, écrivait avec enthousiasme à Kyoto: « S'il est appliqué, le [Protocole de Kyoto] fera plus pour promouvoir les activités d'Enron que toute autre initiative réglementaire autre que la restructuration des industries de l'électricité et du gaz naturel en Europe et aux États-Unis. L'approbation des échanges de droits d'émission a été une nouvelle victoire pour nous... Cet accord sera bénéfique pour le stock d'Enron !! »

Malheureusement

(pour Enron), cela ne devait pas être. Dans un rare esprit de solidarité, le Sénat a adopté à l'unanimité (95-0) une résolution bipartisane du Sénat américain Byrd-Hagel (S Res 98) précisant que les États-Unis ne seraient signataires d'aucun accord qui «entraînerait de nuire à l'économie des États-Unis ». Le président Clinton, qui n'était pas étranger au pragmatisme politique, a compris le message et n'a jamais soumis la demande d'approbation nécessaire des États-Unis à la ratification du Congrès.

Bien que

les États-Unis ne se soient jamais inscrits, le protocole de Kyoto a été adopté en 1997 et est en vigueur depuis 2005. Les signataires

ont convenu de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux de 1990.

Et

comment cela a-t-il fonctionné? Eh bien, le Japon, qui avait promis une réduction de 6%, a plutôt enregistré une augmentation de 7,4% malgré 20 ans de stagnation économique; L'Australie, qui s'est engagée à laisser le carbone n'augmenter que de 8%, a connu une augmentation de 47,7%; les Pays-Bas, qui ont promis une réduction de 6%, ont enregistré des émissions supérieures de 20% à la fin de 2010; et le Canada, qui s'est engagé à réduire de 6%, a enregistré une augmentation de 24%. Dans l'ensemble, l'UE a atteint son objectif grâce principalement au marasme économique, à la fermeture d'industries inefficaces de l'ère soviétique et à l'exportation de la production industrielle à l'étranger pour échapper aux pénalités de plafonnement et d'échange. À l'instar du Canada, la Nouvelle-Zélande, la Russie et le Japon ont maintenant renoncé à l'accord.

(...)

## Leçons de science politique du GIEC

En 2006, l'Institut de recherche en politiques publiques (IPPR), un groupe de réflexion qui soutient les réductions de CO2, a fourni une analyse des circonstances entourant les débats sur le réchauffement climatique qui se déroulaient au Royaume-Uni: « *Le changement climatique est caractérisé par un lexique incorporant un ton urgent et des codes cinématiques. Il utilise un registre quasi religieux de mort et de malheur et utilise un langage d'accélération et d'irréversibilité.* » Le IPPR a même qualifié l'alarmisme concernant le climat comme du « climate porn »!

Mike

Hume, directeur du Centre britannique de recherche sur le changement climatique, a reconnu que même si le changement climatique est réel et que les êtres humains peuvent y contribuer, « nous devons prendre une profonde respiration et faire une pause. Le langage de la catastrophe n'est pas le langage de la science. »

La

situation épouvante sur le climat que les médias mondiaux martèle allègrement vient du GIEC, un organe de l'ONU, organisation hautement politisée qui n'effectue aucune recherche climatologique originale. Au lieu de cela, il publie simplement des évaluations sur la base d'enquêtes prétendument indépendantes et de recherches publiées. Toutefois, certaines de ses conclusions les plus influentes, résumées dans ses rapports, n'ont été ni fondées

sur des recherches véritablement indépendantes, ni correctement validées par le biais de processus acceptés par les pairs.

Un exemple est un rapport de 1996 du GIEC qui utilisait des données sélectives, des graphiques falsifiés et des modifications de texte apportées après l'approbation par les scientifiques de l'évaluation et avant leur impression. Frederick Seitz, physicien de renommée mondiale et ancien président de l'Académie nationale des sciences des États-Unis, de l'American Physical Society et de l'Université Rockefeller, a écrit dans le Wall Street Journal : « *Je n'ai jamais assisté à une corruption plus inquiétante que ce processus d'évaluation par les pairs que les événements ayant conduit à ce rapport du GIEC.* »

Plusieurs dizaines de milliers de scientifiques ont officiellement protesté contre les pratiques non scientifiques du GIEC. Certains critiques incluent d'anciens alarmistes du changement climatique. James Lovelock, un scientifique de renom, a prédit que la poursuite des émissions de CO<sub>2</sub> par l'homme entraînerait une calamité climatique. En 2006, il a déclaré: « Avant la fin du siècle, des milliards d'entre nous vont mourir et les quelques couples de reproducteurs qui survivront seront dans l'Arctique, où le climat restera tolérable. »

Récemment, cependant, il a manifestement réagi au réchauffement climatique en tant que crise, reconnaissant à MSNBC qu'il avait exagéré le cas et maintenant reconnu que: « nous ne savons pas ce que le climat fait. Nous pensions savoir il y a 20 ans. Cela a conduit à des livres alarmistes... le mien inclus... parce que ça avait l'air évident... mais ce n'est pas arrivé. » Lovelock a souligné: « Une vérité qui dérange » d'Al Gore et « The Weather Makers » de Tim Flannery comme autres publications alarmistes.

Le Dr. Fritz Vahrenholt, un des fondateurs du mouvement écologiste allemand qui dirigeait la pision des énergies renouvelables de la deuxième plus grande entreprise de services publics du pays, est un autre ancien alarmiste du réchauffement climatique qui est maintenant un critique acharné du GIEC. Son récent ouvrage intitulé « Le soleil froid: Pourquoi le désastre climatique ne se produira-t-il pas », dénonce le GIEC d'incompétence flagrante et de malhonnêteté, notamment en ce qui concerne l'exagération alarmante de l'influence climatique des émissions de CO<sub>2</sub> provenant de l'homme.

Vahrenholt n'est pas le seul scientifique allemand important à avoir découvert que les prévisions du GIEC sur le réchauffement planétaire sont

exagérées. Hans Joachim Schellnhuber, directeur de l'Institut de recherche sur l'impact du climat de Potsdam, est également le conseiller du gouvernement allemand en matière de protection du climat. Schellnhuber a co-écrit un article réfutant la fiabilité des modèles climatiques mondiaux sur lesquels étaient fondées leurs prévisions alarmistes pour 2001, concluant que les tendances en matière de gaz à effet de serre de CO2 étaient clairement surestimées.

Schellnhuber

a récemment admis dans un discours à des experts agricoles que « *des températures plus chaudes et des concentrations plus élevées de CO2 dans l'air pourraient très bien conduire à des rendements agricoles plus élevés* ».

Peter

Moore, cofondateur de Greenpeace, a déclaré lors de sa comparution sur Fox Business News aux côtés de Stewart Varney en janvier 2011, que les avantages d'un réchauffement planétaire, dans la mesure où cela se produit pour une raison quelconque, sont grandement sous-estimés: « *Nous n'avons aucune preuve que nous sommes la cause du réchauffement climatique survenu au cours des 200 dernières années ... L'alarmisme nous pousse par des tactiques alarmistes à adopter des politiques énergétiques qui vont créer une énorme quantité de pauvreté énergétique chez les pauvres, ce n'est ni bon pour les hommes, ni pour l'environnement ... Dans un monde plus chaud, nous pouvons produire plus de nourriture.* »

Quand

on a demandé à Moore qui était responsable de la promotion de la peur injustifiée et quelles étaient leurs motivations, il a déclaré: « *Une puissante convergence d'intérêts. Des scientifiques à la recherche de subventions, des médias à la recherche de titres, des universités à la recherche d'énormes subventions, des institutions, des fondations, des groupes environnementaux et des politiciens voulant faire croire qu'ils sauvent les générations futures. Et tous ces gens ont convergé sur cette question.* »

S'il

ne fait aucun doute que la crise climatique artificielle génère des industries scientifiques de plusieurs milliards de dollars et de réglementation énergétique EPA, l'ONU a des objectifs beaucoup plus ambitieux. Comme l'a dit Christine Stewart, alors ministre canadienne de l'Environnement, devant les rédacteurs et les journalistes du Calgary Herald en 1998, « *Peu importe si la science du réchauffement planétaire est fausse... le changement climatique [fournit] la plus grande opportunité de rendre justice et l'égalité dans le monde.* »

Et,  
comme le reconnaît un responsable du GIEC, Ottmar Edenhofer, en novembre 2010, « ... il faut se libérer de l'illusion que la politique climatique internationale est une politique environnementale. Au lieu de cela, la politique de lutte contre le changement climatique concerne la manière dont nous redistribuerons de facto la richesse mondiale ... »

(...)

Pensez également aux paroles d'un discours prononcé par le président français Jacques Chirac, qui soutenait un objectif clé du protocole de Kyoto en Europe occidentale: « *Pour la première fois, l'humanité instaure un véritable instrument de gouvernance mondiale, qui devrait trouver sa place dans le monde. L'Organisation pour l'environnement que la France et l'Union européenne souhaiteraient voir instaurer.* »

Les rapports du résumé à l'intention des décideurs du GIEC proposent des recommandations pour la répartition de la richesse et la redistribution des ressources, y compris les économies régionalisées (petites) afin de réduire la demande de transport, réorientant les modes de vie de la consommation, le partage des ressources via la copropriété et encourageant les citoyens à profiter de leur temps libre.

[Traduction partielle de l'article trouvé sur:

<https://www.forbes.com/sites/larrybell/2013/01/22/the-u-n-s-global-warming-war-on-capitalism-an-important-history-lesson-2/#5f7c450229be>

*Global Warming Petition Project* est une pétition lancée en 1998 qui a été signée par 31 487 scientifiques, dont plus de 9 000 titulaires d'un doctorat en science de l'atmosphère, sciences de la Terre, climatologie et environnement. Aucun de ces scientifiques hautement respectés n'acceptent la théorie du réchauffement climatique.